

Version corrigée

LA RUSSIE : SORTIE DU TUNNEL ?

Dans un article précédant (*La Russie dans le système mondial : géographie ou histoire ?* ; in, *Les défis de la mondialisation*, 1996) j'avais proposé ma vision de la place que l'espace eurasiatique (des frontières de la Pologne à la Chine) avait occupée dans les étapes successives de la formation du système mondial et, dans ce cadre, défini les défis que l'Empire russe puis l'URSS avaient tenté de relever. Je me propose ici d'analyser les défis auxquels la Russie post soviétique est désormais confrontée. Les transformations subies par la Russie au cours des quinze dernières années, pour gigantesques qu'elles puissent paraître, ne sont pas de la nature d'une « révolution » (ou d'une « contre révolution ») mais traduisent l'accélération des tendances profondes qui opéraient déjà depuis les années 1930 dans le système soviétique lui-même.

Je ne me contente pas, sur ce sujet, de constater que la société soviétique n'était déjà pas (ou plus) « socialiste », comme les promoteurs de la révolution de 1917 l'avaient voulu, mais constituait une forme particulière du capitalisme (que j'ai résumé dans la formule « un capitalisme sans capitalistes ») appelée à devenir un capitalisme « normal » (c'est-à-dire avec capitalistes), ce qui est bien le projet de la nouvelle classe dirigeante (elle-même d'ailleurs issue de la précédente), même si, comme on le verra, la réalité du système qu'elle a mis en place est loin de répondre au projet en question. J'irai plus loin et proposerai un examen des caractères du système soviétique (comme système social, système de pouvoir et mode d'intégration au système mondial), puis de leur persistance partielle sous des formes dégradées dans la nouvelle Russie.

1. Les caractères fondamentaux du système soviétique

J'ai retenu pour l'analyse qui suit des traits saillants qui me paraissent permettre de saisir l'essentiel de ce que le système soviétique était devenu dans sa dernière phase, celle du brezhnevisme. La révolution de 1917 a été une grande révolution dans l'histoire de l'humanité, porteuse de riches promesses nécessaires et généreuses et l'objet de ce chapitre n'est pas d'en retracer l'histoire pour en faire le procès liquidationniste comme il est bon ton de le faire aujourd'hui, encore moins de laisser entendre que les traits saillants mis en relief ici étaient déjà contenus dans la révolution, ou le léninisme, ou même le stalinisme. Le choix de cette caractérisation a la seule ambition d'éclairer la nature de la dérive en cours et des défis qu'elle représente désormais pour la survie des peuples de l'ex Union soviétique.

Je définis le système soviétique par cinq caractères fondamentaux : le corporatisme, le pouvoir autocratique, la stabilisation sociale, la déconnexion du système capitaliste mondial et son insertion dans celui-ci comme super puissance. Le concept de « régime totalitaire », vulgarisé par le discours idéologique dominant, s'avère ici comme ailleurs plat et creux, incapable de rendre compte de la réalité de la société soviétique, de ses modes de gestion et des contradictions qui ont commandé son évolution et sa transformation en cours.

Un : un régime corporatiste.

J'entends par là que la classe ouvrière (censée être devenue « dirigeante ») avait perdu sa conscience politique unificatrice, à la fois par la volonté des politiques mises en œuvre par le pouvoir et par les conditions objectives du gonflement rapide de ses effectifs produit par

l'industrialisation accélérée. Les travailleurs de chaque entreprise – ou groupe d'entreprises rassemblées dans un combinat – constituaient avec ses cadres et ses directeurs un « bloc » social/économique, et défendaient ensemble leur place dans le système. Ces « blocs » se confrontaient les uns les autres à tous les niveaux : dans les « négociations » (« marchandages ») entre les ministères et les départements du Gosplan, dans les rapports quotidiens avec les entreprises des combinats autres que le leur. Les syndicats, réduits à la gestion du travail (conditions de l'emploi et du travail) et des avantages sociaux des travailleurs concernés, trouvaient leur place naturelle dans ce système corporatiste.

Le corporatisme en question remplissait des fonctions décisives dans la reproduction et l'expansion du système dans son ensemble. Il constituait un double substitut : (i) au principe de la « rentabilité » qui commande en dernier ressort les décisions d'investissement dans le capitalisme ; et (ii) au marché qui définit toujours, dans le capitalisme, les normes par lesquelles les prix sont déterminés. Le corporatisme constituait la réalité que « la planification » occultait par ses prétentions à faire prévaloir une « rationalité dite scientifique » de la gestion macro-économique du système productif.

Le corporatisme entraînait l'accentuation des dimensions régionalistes dans les négociations/marchandages des blocs concurrents. Ce régionalisme n'avait pas pour fondement principal la diversité « nationale » (comme il l'avait dans la Yougoslavie fédérale titiste). Les rapports entre la Russie – nation prépondérante numériquement et historiquement – et les autres nations n'étaient pas de la nature des rapports « coloniaux ». En témoigne les flux de redistribution des investissements et des avantages sociaux opérant au détriment des « Russes », en faveur des régions périphériques. J'ai, sur ce plan, refusé les billevesées assimilant l'URSS à un système « impérial », la Russie dominant ses « colonies internes », en dépit du sentiment de « prépondérance » de la nation russe (voire de l'arrogance de certaines de ses expressions). Les Baltes apprendront peut être qu'ils ont troqué les positions avantageuses dont ils bénéficiaient dans l'URSS pour des positions de dominés dans l'Union Européenne ! Les Caucasiens et les peuples d'Asie centrale qu'ils seront traités brutalement en colonies par les Occidentaux, ayant perdu les pouvoirs de négociation qu'ils avaient dans l'URSS ! Les régionalismes en question étaient en fait ceux de petites régions (au sein des républiques auxquelles elles appartenaient) ayant des intérêts communs à défendre dans le système global assurant leur interdépendance, toujours plus inégale en fait que ne le prétendait le discours rationalisant du Gosplan.

Deux : un pouvoir autocratique

Le choix du terme n'est pas destiné à affaiblir la critique du système. On constatera sans difficulté « l'absence de démocratie » qu'elle soit du modèle représentatif (les élections n'étant ici que des cérémonies sans surprise) ou du modèle participatif, plus avancé par nature, comme l'avaient imaginé les révolutionnaires de 1917, les syndicats et toutes les formes possibles d'organisations sociales ayant été domestiqués, interdisant de ce fait la participation effective à la décision à tous les niveaux.

Mais ce constat ne donne aucune qualité explicative au pseudo concept de « totalitarisme ». Le pouvoir autocratique était disputé au sein de la classe dirigeante – les représentants des blocs corporatistes. L'autocratie de façade masquait la réalité : un pouvoir assis sur la résolution « pacifique » des conflits corporatistes, sachant ménager les uns et les autres.

Ici encore la gestion autocratique des conflits en question revêtait nécessairement des dimensions régionales. La logique du système impliquait une pyramide de pouvoirs s'emboîtant les uns dans les autres, allant de la gestion (toujours autocratique) des intérêts locaux à ceux de l'Union, en passant par les Républiques. Cette dimension régionale, parfois mais non nécessairement « ethnique », a facilité l'éclatement de l'Union et les menaces d'éclatement des Républiques (la Russie en premier) qui constituent aujourd'hui un défi dangereux pour les pouvoirs centraux.

Trois : un ordre social stabilisé

Je n'entends pas ignorer les violences extrêmes qui ont accompagné la construction du système soviétique. Celles-ci ont été d'ordres divers.

Le conflit majeur opposait les défenseurs du projet socialiste à l'origine de la révolution aux « réalistes » qui, en pratique sinon dans leur rhétorique, donnaient la priorité absolue au « rattrapage » par l'industrialisation – modernisation accélérée. Ce conflit était le produit inévitable de la contradiction objective à laquelle la révolution était confrontée : il lui fallait à la fois « rattraper » (ou tout au moins réduire le retard), puisque la révolution héritait d'un pays « arriéré » (je n'aime pas le terme, je lui préfère celui de « capitalisme périphérique ») et simultanément construire « autre chose » (le socialisme). J'ai insisté sur cette contradiction, que j'ai située au cœur de la problématique du dépassement du capitalisme à l'échelle mondiale (la « longue transition du capitalisme au socialisme mondial »), et n'y reviens pas ici. Les victimes de cette première cause majeure de recours à la violence ont été les militants communistes.

Un second ordre de violences ont accompagné l'industrialisation accélérée. Celles-ci sont par certains aspects comparables à celles qui ont accompagné en Occident la construction du capitalisme, la migration massive des campagnes vers les villes la prolétarianisation misérable (le surpeuplement des logements etc.). Il reste que l'URSS a procédé à cette construction dans un temps recors – quelques décennies -, par comparaison au siècle entier dont disposaient les pays du capitalisme central. Ceux-ci disposaient de surcroît des avantages de leurs positions impérialistes dominantes et de la possibilité de laisser « l'excédent » de leur population émigrer vers les Amériques. La violence de l'accumulation primitive en URSS ne paraît pas, dans ces conditions, plus tragique qu'elle ne le fut ailleurs. Au contraire sans doute. Car en URSS l'industrialisation accélérée a offert aux enfants des classes populaires le bénéfice d'une mobilité sociale gigantesque, inconnue dans les systèmes des pays du capitalisme central dominés par la bourgeoisie. C'est cette « spécificité », héritage malgré tout des intentions socialistes d'origine, qui a rallié au système – fut-il autocratique – la majorité des classes ouvrières et même de la paysannerie « collectivisée ».

Ajoutons qu'il ne faudrait pas oublier les violences exercées par le système capitaliste mondial dominant : les interventions militaires – l'agression nazie en représentant la forme la plus sauvage -, le blocus économique.

Le système soviétique, pour contradictoire qu'il fut, est donc parvenu à construire un ordre social qui pouvait se stabiliser, et s'est effectivement stabilisé dans sa période post stalinienne. La paix sociale a été « achetée » par la modération de l'exercice du pouvoir – bien que toujours autocratique -, par l'amélioration des conditions matérielles et par sa tolérance à l'égard des écarts « illégaux ».

Sans doute une stabilité de cet ordre n'est-elle pas appelée à être « éternelle ». Mais aucun système ne dispose d'un avantage de cette qualité, en dépit des prétentions de discours idéologiques (qu'il s'agisse de celui du « socialisme » ou du « libéralisme » capitaliste). La stabilité soviétique masquait les contradictions et limites du système que résume sa difficulté à passer de formes extensives de l'accumulation à des formes intensives de celle-ci, comme sa difficulté à sortir de l'autocratie et à permettre la démocratisation de sa gestion politique. Mais cette contradiction aurait pu trouver sa solution dans une « évolution » vers ce que j'ai qualifié de « centre-gauche » : l'ouverture d'espaces marchands (sans remise en cause des formes dominantes de la propriété collective) et la démocratisation. C'était peut être l'intention de Gorbatchev, dont l'échec de la tentative – naïve et incohérente par beaucoup de ses aspects – a fait tomber le régime « à droite » à partir de 1990.

Quatre : la déconnexion du système soviétique

Le système productif soviétique était effectivement largement déconnecté du système capitaliste mondial dominant. J'entends par là que les logiques qui commandaient les décisions économiques du pouvoir (investissements et prix) ne procédaient pas des exigences d'une inscription « ouverte » dans la mondialisation. C'est grâce à cette déconnexion que le système était parvenu à avancer aux rythmes accélérés que l'on connaît.

Ce système n'était néanmoins pas « intégralement » indépendant du « reste du monde » (capitaliste). Aucun système ne peut l'être et la déconnexion, dans ma définition du concept, n'est pas synonyme « d'autarcie ». Dans son insertion au système mondial, l'URSS occupait une position de « périphérie », principalement exportatrice de matières premières.

Cinq : une superpuissance militaire et politique

L'URSS, grâce aux succès – et non aux échecs – de sa construction, était parvenue à se hisser au rang de superpuissance militaire. C'est son armée qui a battu les Nazis, puis, après la guerre, est parvenue dans un temps record à mettre un terme au monopole nucléaire et balistique des Etats-Unis. Ces succès sont à l'origine de sa présence politique sur l'échiquier mondial de l'après guerre. Le pouvoir soviétique bénéficiait de surcroît du prestige de sa victoire sur le nazisme et de celui du « socialisme » dont il prétendait être le témoignage, quelles qu'aient été les illusions concernant la réalité de ce « socialisme » (qualifié parfois de « réellement existant »). Il a su en faire un usage « modéré », dans ce sens que, contrairement aux affirmations de la propagande antisoviétique, il ne se proposait ni « d'exporter la révolution », ni de « conquérir » l'Europe occidentale (le faux motif invoqué par Washington et les bourgeoisies européennes pour faire accepter l'OTAN). Il a néanmoins mis en œuvre sa puissance politique (et militaire) pour contraindre l'impérialisme dominant à reculer dans le tiers monde, ouvrant aux classes dominantes (et aux peuples) d'Asie et d'Afrique une marge d'autonomie qu'elles ont perdu avec la chute de l'URSS. Ce n'est pas un hasard si l'offensive hégémoniste militarisée des Etats-Unis s'est déployée avec la violence qu'on connaît à partir de 1990. La présence soviétique imposait – de 1945 à 1990 – une organisation « multipolaire » du monde.

2. Les formes nouvelles du capitalisme en Russie

J'utilise délibérément l'expression qui fait le titre de cette section, évitant de la sorte celle de « néo-libéralisme ». Cette dernière formulation, que j'emploie comme tout le monde parce que le discours dominant l'impose, devrait en fait être exclue de toute réflexion sérieuse ; car

il ne s'agit là que d'une rhétorique idéologique (de bas étage). Le « néo-libéralisme extrême » suppose, très explicitement, un retour au « libéralisme modéré » dès lors que la faillite de l'extrémisme dans ce domaine ait été reconnue à l'Ouest comme à l'Est . Or le « libéralisme » est au « capitalisme réellement existant » ce que le discours du « socialisme » était au « socialisme réellement existant » : un instrument idéologique destiné à évacuer l'examen des questions véritables. Le « libéralisme » promet donc tout à la fois : « l'efficacité » (sans en définir les termes), la « démocratie », « la paix », et même la justice sociale ! La mise en œuvre des politiques pratiquées en son nom produit tout autre chose, presque leur contraire : la stagnation (voire pour certains le recul), la dégradation de la démocratie (ou même le renforcement d'autocraties), la guerre permanente, l'inégalité grandissante. Mais peu importe, on invite alors à « attendre » ...

L'effondrement du système soviétique, renforcé par celui des populismes du tiers monde et l'érosion du compromis social démocrate en Occident, ont permis le triomphe de l'idéologie dite libérale et de vastes ralliements à son discours. En Russie comme ailleurs. J'ai d'ailleurs signalé l'illusion entretenue selon laquelle, comme l'Allemagne et le Japon avaient « perdu la guerre, mais gagné la paix », la Russie allait, grâce au libéralisme, s'engager à la fois dans un développement modernisateur accéléré (enfin) efficace et dans la démocratie. On oubliait – ou feignait d'oublier – que l'objectif de Washington n'est pas de permettre la renaissance d'une Russie forte (pas plus que d'une Chine forte), fût-elle capitaliste, mais de la détruire.

Quinze ans de « réformes » se soldent-elles par la mise en place en Russie d'un système capitaliste capable de se « stabiliser » et, à partir de là, d'engager le pays effectivement sur la voie des promesses du libéralisme ? La réalité oblige à répondre négativement à cette question : l'URSS s'est désintégré et la Russie vit sous la menace de l'être à son tour, aucune des institutions en place (ses entreprises privées, son Etat) ne sont outillées pour opérer les investissements nécessaires pour améliorer l'efficacité du système productif (tout au contraire le désinvestissement est massif), et la destruction systématique de ce que le système soviétique avait réalisé de positif (en particulier l'éducation) n'augure pas d'un « avenir meilleur ». On comprend mal comment un système qui porte ces caractéristiques pourrait se « stabiliser », sauf à entendre sa stabilisation pour un temps à un niveau de misère et d'impuissance accomplies.

En fait donc les formes nouvelles du capitalisme en Russie ont accentué – et non réduit – les caractères du système soviétique parvenu à son stade extrême de décadence.

Un : l'inscription de la Russie nouvelle comme périphérie subalterne du système capitaliste impérialiste contemporain

La Russie « ouverte » n'est pas seulement un « exportateur de biens primaires (pétrole en premier lieu) ; elle tend à n'être plus que cela. Ses systèmes productifs industriels et agricoles ne bénéficient plus d'aucune attention de la part des autorités, et n'intéressent ni le secteur privé national, ni le capital étranger. Aucun investissement digne de ce nom n'a permis leur progression ; et ils ne survivent qu'au prix de la poursuite de la dégradation de leurs infrastructures. La capacité de rénovation technologique – et l'éducation de qualité qui en constituait le soubassement dans le système soviétique – est l'objet d'une destruction systématique.

Qui est responsable de ces reculs gigantesques ?

Bien entendu d'abord la nouvelle classe dirigeante. Très largement issue elle-même de l'ancienne classe dirigeante soviétique, celle-ci s'est sans doute fabuleusement enrichie par les privatisations/pillages dont elle a été bénéficiaire. La concentration de cette nouvelle classe a d'ailleurs pris des dimensions peu communes, en sorte que le terme « d'oligarchie » lui convient parfaitement. La similitude avec les oligarchies d'Amérique latine est sans doute ici frappante. Cette classe tire son enrichissement de trois sources : la rente pétrolière (laquelle dépend de la conjoncture mondiale, c'est-à-dire des prix élevés ou bas du brut), la cannibalisation des industries (les firmes industrielles privatisées ne sont pas destinées à constituer la base d'une production plus importante et plus efficace mais seulement à permettre aux oligarques de vivre de leur déclin), les courtages associés à l'ouverture des marchés du pays aux importations. Rentes et courtages définissent toujours une bourgeoisie comprador, non une bourgeoisie « nationale ».

L'impérialisme – qui en bénéficie - soutient cette dégradation du pays au rang de périphérie subalterne. C'est bien là l'essentiel du plan des Etats-Unis pour ce qui est de la Russie (et des autres républiques de l'ex URSS) : les réduire au rang de périphéries subalternes désindustrialisées, et partant impuissantes, « latino-américaniser » l'ancien Est soviétique (ex URSS et Europe de l'Est). Les modalités sont conçues dans des proportions variables selon les cas allant de la destruction totale pour les pays ayant un passé révolutionnaire (la Russie et la Yougoslavie), à la subalternisation plus douce en Europe de l'Est « conservatrice » (Pologne, Hongrie...).

Bien entendu dans le cadre de cette vision commune, partagée par les pouvoirs en place aux Etats-Unis et en Europe, une certaine concurrence pourrait se déployer entre les différents associés de la triade impérialiste. Qui bénéficiera à titre principal de cette latino-américanisation ? Les Etats-Unis ou l'Europe (occidentale) ? Le compromis en cours laisse l'Europe de l'Est à l'Allemagne à titre principal, la Russie aux Etats-Unis. L'OTAN (où se déploie l'hégémonisme des Etats-Unis), l'OMC et Bruxelles (dont les options libérales viennent renforcer celles de l'OMC) sont chargés de « gérer » ce système asymétrique par essence. Il reste que la gestion de ces responsabilités politiques de l'impérialisme collectif demeure traversée des contradictions que j'ai analysées ailleurs et sur lesquelles je ne reviens pas ici. La concurrence Europe/Etats-Unis opère dans le cadre de cette gestion. Washington dispose ici de cartes qui ne sont pas négligeables, entre autre évidemment l'option atlantiste inébranlable de Londres mais également celle des classes politiques serviles de l'Europe de l'Est. Ici encore, l'Europe a laissé passer l'occasion d'un rapprochement avec la Russie qui aurait renforcé son autonomie dans ses rapports avec les Etats-Unis.

L'explosion de richesse de l'oligarchie a entraîné la formation d'une nouvelle « classe moyenne », qualifiée de « nouveaux Russes ». Les emplois que ceux-ci occupent sont parfaitement improductifs, procédant de la dépense des oligarques. Par contre l'ancienne classe moyenne de professionnels et techniciens, généralement beaucoup plus qualifiés et certainement productifs, se retrouvent avec les classes populaires parmi les victimes de ce développement capitaliste comprador. Par ailleurs, les monopoles de l'oligarchie, bénéficiaire exclusive des générosités de l'Etat, étouffent la constitution éventuelle d'une véritable classe d'entrepreneurs inventifs, pourchassés par le pouvoir et les mafias de l'oligarchie, rendant par là même impossible la formation d'un capitalisme « par en bas ».

Le discours libéral qui prétend que les « gagnants » du système sont les individus les mieux qualifiés et les plus inventifs, tandis que les « perdants » se recruteraient parmi les travailleurs les « moins productifs », ne résiste à aucun examen sérieux. Les « perdants » rassemblent en

réalité l'ensemble des travailleurs productifs de la nouvelle Russie. Les « gagnants » par contre ne constituent guère qu'une couche parasitaire, qui fait obstacle à la rénovation du système productif russe.

Deux : un pouvoir autocratique irresponsable

Les formes capitalistes de la nouvelle Russie excluent tout progrès démocratique. L'autocratie n'est plus ici un « vestige du passé », mais la forme nécessaire d'exercice du pouvoir de l'oligarchie compradore nouvelle. La constitution de 1993 établit, pour le servir, un régime présidentiel qui réduit à néant les pouvoirs de la Douma (le Parlement élu). Comme on le sait les gouvernements occidentaux feignent de l'ignorer ; réservant leurs reproches pour « déficit de démocratie » aux seuls régimes qui résistent au libéralisme, tandis qu'ils approuvent la dictature de ceux qui le servent !

Ce qui distingue la nouvelle autocratie de l'ancienne se situe ailleurs : dans le caractère totalement irresponsable du pouvoir qu'elle exerce. L'autocratie est au service de l'oligarchie, participe aux batailles rangées auxquelles se livrent ses clans, même si elle sait se faire payer pour services rendus. Par ailleurs cette autocratie s'est placée au service du capital étranger oligopolistique mondialisé, dont elle met en œuvre sans la moindre résistance les diktats, formulés par l'OMC, le FMI, et même l'OTAN ! Les conflits qui ont opposé récemment Poutine à certains oligarques n'ont pas amorcé un changement significatif dans l'organisation du système. Les objectifs de Poutine sont restés limités : d'abord renforcer les positions du clan des oligarques de Saint Petersburg (base de la clientèle du nouveau Président) au détriment des autres, ensuite – peut-être – « rationaliser » le système en séparant plus distinctement la bureaucratie de l'Etat présidentiel autocratique de la classe qu'elle n'a pas renoncé à servir – l'oligarchie. A chacun son rôle, mais pour jouer dans la même pièce.

Le « peuple russe » est-il responsable de cette dérive ? Partiellement sans doute, par le désarroi dans lequel il s'est retrouvé au lendemain de l'effondrement brutal des institutions soviétiques (parfois détruites à coups de canons, comme cela fut le cas avec le premier Parlement élu !). Les nouveaux partis politiques n'avaient aucune base sociale et idéologique qui leur aurait permis de sortir de l'inexistence. Les nouvelles « droites », réduites en fait à des coteries d'individus irresponsables issus de l'ancien système, ont certes manié avec succès la rhétorique démagogique amplifiée par des médias corrompus à leur service. Leurs boniments ne s'en sont pas moins rapidement usés, face à une opinion générale intelligente qui témoigne de la forte politisation du peuple russe. De ce fait des nouvelles droites se sont rapidement retrouvées prisonnières du soutien du pouvoir bureaucratique de la nouvelle autocratie.

Il reste que la Parti Communiste, en dépit des espoirs placés en lui par une forte minorité des électeurs (presque 50 %), n'a su ni amorcer sa rénovation (et sortir de son héritage de gestion autocratique du pouvoir) ni même résister aux pressions de la nouvelle dictature. Il a au contraire facilité sa mise en place, en souscrivant à la nouvelle constitution, que le peuple russe rejetait. Il a tenté par la suite de faire oublier sa stupide couardise et les erreurs majeures qu'elle a occasionnées en inaugurant un discours « nationaliste » ambigu. Mais les embryons de partis politiques d'une gauche alternative n'ont pas su non plus opérer les percées qui auraient été nécessaires pour mettre en échec le projet de la nouvelle oligarchie, et se sont rapidement repliés sur des chapelles intellectuelles isolées des classes populaires.

Trois : un corporatisme dégénéré et affaibli

Face au Parti Communiste obtus et déliquescents, les Syndicats auraient pu constituer un pôle de résistance efficace. Car les syndicats ont conservé pendant au moins douze ans le respect et le soutien de leurs adhérents, qui se comptent par millions.

L'erreur majeure des directions syndicales a été de croire que l'ancien corporatisme dans lequel elles étaient enserrées pouvait garantir leur « survie ». Il est vrai que la situation objective facilitait cette erreur de jugement perspectif. Dans la grande majorité des cas les directeurs et les cadres des entreprises exclus du nouveau système des pouvoirs oligarchiques demeuraient « aux côtés de leurs ouvriers » dans le combat quotidien pour la survie de la production. Quelques idéologues sociaux démocrates ont de leur côté nourri l'illusion que la mise en place d'une combinaison tripartite qu'ils préconisaient (patronat, syndicats, Etat) permettait une sorte de « compromis historique » positif. Ces idéologues étaient en retard d'une guerre – la social-démocratie en Occident même ayant amorcé sa conversion au libéralisme – et ignoraient de surcroît que le modèle de capitalisme périphérique en construction en Russie excluait toute forme « sociale » de sa gestion.

La couardise des directions syndicales et les illusions dont elles se sont abreuvées n'empêchaient pas les luttes sociales de se développer ici et là – grèves nombreuses – et parfois de faire reculer le pouvoir, comme ce fut le cas avec la menace de paralysie de la vie du pays par la résistance des cheminots. Mais ces luttes ne sont pas parvenues à produire les révisions nécessaires dans les modes de gestion syndicale, et les tentatives de groupes restreints de la « nouvelle gauche » de refonder la vie ouvrière sur des bases syndicales indépendantes et nouvelles ne sont pas parvenues à dépasser les succès anecdotiques.

Cette combinaison de facteurs défavorables s'est soldée par l'amorce du déclin de l'organisation syndicale, visible dans les dernières années. La ruine des services sociaux dont les syndicats étaient les gérants dans le système soviétique a, de son côté, favorisé cette désaffection.

Quatre : un régionalisme incontrôlé

Le régionalisme marqué du soviétisme vieillissant a franchi une étape dans la direction d'une dérive destructrice. L'ancien régionalisme était maîtrisé, non pas nécessairement par la violence d'Etat, mais plutôt par le souci responsable de l'autocratie soviétique d'accepter les compromis qui s'imposaient.

Les clans de la nouvelle autocratie irresponsable croient, au contraire, utile d'exploiter les régionalismes pour servir leurs objectifs à court terme. Dans certains cas cette dérive est allée très loin, comme en témoigne le drame tchéchène.

Qu'il y ait eu des questions graves en suspens dans certaines régions, et plus particulièrement sans doute dans les districts « non russes » de la Fédération russe, nul ne saurait l'ignorer. Que des « forces extérieures » aient tenté d'exploiter ces difficultés – entre autre bien entendu dans le cas de la Tchétchénie les Etats-Unis et leurs alliés Islamistes – nul ne peut non plus en douter. Mais Moscou porte la responsabilité de la dégradation de la situation. Une majorité forte du peuple tchéchène rejetait les appels à la sécession des « islamistes ». Le pouvoir russe a renoncé à s'appuyer sur cette majorité et a délibérément choisi la carte de « l'intervention militaire », sans souci des conséquences de cette option. Il est établi que c'était là le produit des calculs médiocres de clans de l'oligarchie (intéressés par exemple par

le tracé nord du pipeline d'évacuation du pétrole de la Caspienne) et de la bureaucratie d'Etat (refaire « l'unité du peuple russe » et obtenir son soutien « inconditionnel » face à « l'ennemi extérieur et terroriste »). Il est établi que les attentats terroristes à Moscou et ailleurs – dont il n'est pas prouvé qu'ils aient été l'œuvre des Tchétchènes – ont rempli des fonctions analogues au 11 Septembre, exploité comme on le sait par l'administration de Bush.

Dans ce registre également l'administration de Poutine ne paraît pas avoir rompu avec les errements de celle de Eltsine. La seconde guerre de Tchétchénie, entreprise par Poutine, s'est soldée par le même échec que la première, et a été « exploitée » de la même manière par les deux présidents successifs.

On porte au crédit de Poutine une réforme de l'organisation territoriale des pouvoirs dont l'objectif serait d'éteindre les foyers d'incendies régionalistes. Il reste que cette réforme demeure commandée par le principe de l'autocratie (en doublant les gouverneurs élus par des sortes de préfets nommés) et renonce à s'appuyer sur les populations concernées (ce qui risquerait de renforcer leur capacité de résistance aux pressions des oligarques). La réforme entreprise n'est donc pas de nature à favoriser la solution correcte des conflits ouverts ou latents.

Cinq : la Russie effacée de l'échiquier international

La Russie siège désormais sur un strapontin du G7, devenu G8 (ou plutôt 7 ½). Mais elle n'en est pas pour autant un acteur actif dans le façonnement des équilibres mondiaux. Elle conserve en apparence une puissance militaire considérable, la seconde par son équipement nucléaire et balistique. Encore que le délabrement de son organisation militaire laisse craindre qu'elle serait incapable d'en faire un usage efficace, si nécessaire, c'est-à-dire en cas d'agression des Etats-Unis.

Il va de soi que cet effacement pose problème pour l'avenir du système mondial. Dans quel « camp » éventuel se rangera la Russie au cas où les contradictions politiques entre certains pays européens (la France et l'Allemagne) d'une part et les Etats-Unis d'autre part parvenaient à faire éclater l'atlantisme encore en position de commande dans l'impérialisme collectif de la triade. Ou au cas où les conflits avec certains pays du Sud (la Chine, ou même l'Inde, l'Iran ou la Corée du Nord) prendraient de l'ampleur. Sans doute dans le terme immédiat la question ne se pose pas : l'Europe reste atlantiste malgré les grincements de dents de quelques uns. Bien que la Russie se soit rangée, comme la Chine, avec la France et l'Allemagne pour refuser de donner à Washington un blanc seing dans son agression en Irak, le geste n'a pas amorcé un « renversement des alliances ». Moscou demeure attelé au char américain, en dépit de quelques expressions – modérées – de résistance. Washington ne s'y est pas trompé, réservant ses discours de condamnation violente aux seuls Français.

Les pressions exercées par la présence militaire des Etats-Unis en Asie centrale et au Caucase leur implantation récente en Géorgie, leur manipulation des menaces islamistes, sont parvenues jusqu'ici à maintenir la Russie hors du grand jeu international. La Russie pourrait mettre en échec le projet des Etats-Unis (qui est de la réduire à l'état de périphérie subalterne dans le nouvel ordre mondial dominé par Washington) en jouant un rôle dans la reconstruction d'un « front du Sud anti-impérialiste », et, en premier lieu, dans cette perspective, en se rapprochant de la Chine. Elle ne le fait pas. Au contraire elle agit souvent dans la direction opposée, se nourrissant de l'illusion que son alliance avec les Etats-Unis la protège contre d'éventuelles poussées expansionnistes de Pékin en Asie Centrale et en

Sibérie. Ce faisant la Russie renforce la stratégie de Washington qui s'emploie à isoler son « ennemi potentiel principal » (la Chine). Parions que la Russie ne sera pas payée de retour pour ce service qui, au contraire, l'affaiblit elle-même et accélère le processus de sa dégradation au rang de périphérie subalterne. Il reste que tous ces équilibres (ou déséquilibres) dont bénéficient les Etats-Unis demeurent fragiles et l'échec certain de leur intervention en Irak finira un jour ou l'autre par les remettre en question. La diplomatie russe trouvera-t-elle alors sa place dans la redistribution des cartes ? Je reviendrai sur cette question, qui constitue l'une des dimensions majeures de la construction d'une alternative à la mondialisation libérale et américaine.

Six : la dérive idéologique

L'idéologie soviétique n'a jamais renoncé, jusqu'au dernier jour, à se nourrir d'une rhétorique prétendue « socialiste ». Le pouvoir soviétique, même dégradé à l'extrême, savait qu'il tenait sa légitimité de la Révolution de 1917. On peut s'en irriter, ou même le tourner en dérision. La distance qui séparait cette rhétorique de la réalité soviétique n'était d'ailleurs pas plus grande que celle qui sépare le discours « libéral » du capitalisme réellement existant. Et tout comme bon nombre d'individus par ailleurs normaux adhèrent au discours libéral en dépit de la catastrophe sociale qui accompagne son déploiement, il n'y a pas à s'étonner que le discours « socialiste » ait eu ses croyants jusqu'au dernier jour.

La nouvelle autocratie oligarchique a besoin par contre de prendre le contre-pied du discours soviétique. Mais elle ne sait pas par quoi le remplacer. Les boniments concernant l'efficacité économique et la démocratie ne sont pas crédibles en Russie, s'ils le sont ailleurs peut-être, en Europe de l'Est. Le discours « patriotique » constitue alors la seule planche de salut de ce pouvoir finalement aux abois. La rhétorique en question sert à évacuer les vrais problèmes (l'inégalité sociale, la destruction des conquêtes de 1917, l'inefficacité de la nouvelle gestion économique, l'effacement du rôle international du pays), en prétendant « unir le pays tout entier derrière ses dirigeants », laissant entendre que ceux-ci « résistent » au capital mondialisé dominant. Toutes les classes compradore dirigeantes des périphéries contemporaines tentent de donner d'elles-mêmes une image « patriotique », alors qu'elles sont responsables du déclin dont sont victimes leurs nations et n'agissent en fait que comme courroies de transmission de la domination (étrangère) du capital international.

Le patriotisme, compris dans un sens positif, est certes nécessaire en Russie comme ailleurs – plus que jamais – face aux défis de la mondialisation libérale et américaine. A condition d'être conçu comme un élément positif dans la construction d'un développement autocentré (quand bien même serait-il ouvert) au service de l'ensemble des classes travailleuses, et non comme une rhétorique démagogique et trompeuse, comme c'est le cas pour ce qui est du discours du nouveau pouvoir russe.

Il reste que le discours idéologique mis en œuvre par le nouveau pouvoir russe n'a pas de prise réelle sur son peuple. En témoigne l'obligation dans laquelle ce pouvoir se trouve de recourir de plus en plus à des élections ouvertement falsifiées à grande échelle. C'est dire que nous avons affaire à un pouvoir dénué de légitimité et de crédibilité. Ou encore que ce nouveau capitalisme russe est incapable de trouver un centre de gravité autour duquel il pourrait stabiliser son pouvoir.

Les insuffisances des oppositions se traduisent également par celles de leurs discours idéologiques. Les communistes (du PC) ont rallié le discours « patriotique » du pouvoir, sans

guère lui donner un contenu plus précis. Un peu comme ceux qui, dans les pays musulmans, « menacés » par la vague islamiste, pratiquent la surenchère sur le terrain même choisi par l'Islam politique et croient par ce moyen en exorciser la force d'attraction. D'autres invoquent « l'eurasiatisme », c'est-à-dire un nationalisme à la fois anti-américain et anti-européen, préconisant un rapprochement avec l'Asie (Chine, Inde, Iran). Sans doute ce rapprochement constitue-t-il l'une des exigences de la construction d'une mondialisation alternative. Mais point n'est besoin pour cela d'une légitimation para idéologique douteuse qui éloigne de l'adhésion à l'universalisme moderniste, fut-il d'origine « occidentale », et donc jusqu'ici déformé par la réalité du système impérialiste dont l'Occident en question est le centre.

Sans doute des décisions alternatives sérieuses, procédant à partir de la critique de gauche du soviétisme pour aller de l'avant dans une perspective de reconstruction socialiste, bénéficieraient en Russie de terrains favorables. Mais force est de constater que jusqu'ici ces visions ne sont pas sorties de cercles intellectuels sans prise sur le peuple.

3. Y a-t-il une alternative dont les traits saillants se dessineraient dans la Russie d'aujourd'hui ?

Le tableau de la Russie que j'ai brossé dans les pages précédentes pourrait inspirer un grand pessimisme quant à l'avenir du pays. En fait l'échec du nouveau capitalisme russe, l'incapacité dans laquelle il se trouve de construire les conditions de sa stabilisation, devraient inspirer au contraire un optimisme de la raison. La Russie est, comme à la veille de 1917, grosse d'une nouvelle révolution dit-on parfois à Moscou. Ou de transformations radicales capables de redresser la direction de l'évolution. Dans quelles perspectives locales et mondiales ? A quelles conditions ?

Les principes de base sur lesquels l'alternative au système actuel en place dans le monde devrait être fondée sont simples, évidents, et au demeurant largement compris quand on les invoque. Sur les plans internes (« nationaux ») : (i) une « économie mixte », d'une part donnant à l'Etat les moyens d'orienter le développement général et d'autre part offrant à la propriété privée et au marché la marge suffisante qui permette la promotion des initiatives ; (ii) l'institutionnalisation de la négociation sociale travailleurs/entreprises/Etat ; (iii) l'approfondissement de la démocratie représentative par la promotion d'initiatives de démocratie participative. Au plan mondial : (i) l'organisation de la négociation de formes de la gestion économique (échanges commerciaux, flux de capitaux, transferts technologiques, gestion monétaire) fondées sur la reconnaissance de la diversité des intérêts et de l'inégalité des partenaires ; (ii) la reconnaissance du principe de la souveraineté des peuples, renforcée par le soutien aux progrès de la démocratisation, fondement d'un monde politique multipolaire. La mise en œuvre de l'ensemble de ces principes permettrait d'amorcer une première étape sur la route de la « longue transition au socialisme mondial ».

Bien entendu ces principes très généraux, valables pour tous (la Chine ou la Russie, l'Allemagne ou le Congo) ne prennent leur sens que traduits en termes concrets respectueux de la diversité des situations objectives.

Pour la Russie leur mise en œuvre implique : (i) la renationalisation des grandes entreprises, singulièrement dans les domaines du pétrole et de l'énergie, de productions minières et des banques (donc l'expropriation de l'oligarchie), (ii) l'invention de formes nouvelles de gestion paritaire (travailleurs et dirigeants) des entreprises de l'industrie et du commerce que celles-ci soient formellement propriété publiques (Etats, collectivités, collectifs de travailleurs) ou

privées ; (iii) le rétablissement et le renforcement des services sociaux publics, de l'éducation (qui fut de qualité en URSS) et de la recherche scientifique et technologique ; (iv) l'abolition de la constitution de 1993, et l'élaboration par une grande convention élue d'une constitution authentiquement démocratique ; (v) le soutien aux formes d'interventions populaires de démocratie participatoire ; (vi) l'ouverture d'une grande négociation entre les républiques de l'ex URSS permettant la construction d'un espace régional économique et politique respectueux de l'autonomie des partenaires et capable de refonder des interdépendances au bénéfice de tous ; (vii) le rétablissement de la puissance militaire russe (en attendant un désarmement généralisé, lorsque les Etats-Unis seront disposés à s'y soumettre) ; (viii) la promotion d'échanges commerciaux, technologiques et financiers négociés amorçant la construction d'une « grande Europe » - de l'Atlantique au Pacifique ; (ix) la promotion d'une politique étrangère active et indépendante (de celle des Etats-Unis en particulier) visant au renforcement des institutions garantes de la construction d'un monde multipolaire.

Dans la perspective de la mondialisation alternative envisagée ici la place et les rôles remplis par les partenaires nationaux demeurant par la force des choses spécifiques et différents les uns des autres. La Russie y occupera la place à la fois d'un grand producteur/exportateur de matières premières (pétrole et produits miniers) et d'une puissance industrielle renouée, sans être nécessairement soumise aux aléas que la recherche de la « compétitivité » sur un marché mondial dit « ouvert » implique. Celle de la Chine, par comparaison, est celle d'une puissance industrielle nouvelle dont la production serait commandée principalement par l'expansion de son marché interne et seulement accessoirement par celle de ses exportations (le principe opposé à celui que l'OMC s'emploie à imposer). Cette option impliquerait en Chine, comme ailleurs en Asie et en Afrique, des solutions appropriées aux problèmes agraires, fondées sur la reconnaissance du droit d'accès au sol de tous les paysans (je renvoie ici à ce que j'ai écrit ailleurs sur ce sujet). Certes la Russie connaît également encore (comme l'Europe de l'Est) un problème agricole qui ne peut être résolu par le développement capitaliste comme il le fut dans les centres développés du système mondial. Mais les questions se posent ici dans des termes concrets passablement différents de ceux qui caractérisent les pays du « tiers monde » (Asie, Afrique et Amérique latine) et commandent des solutions appropriées.

Le gouvernement d'Evgueni Primakov avait bel et bien amorcée un redressement allant dans le sens décrit ici, avec semble-t-il une bonne détermination mais aussi beaucoup de prudence dans les premières mesures qu'il prenait (ce qu'on comprendra sans difficulté). Comme Gorbatchev l'avait peut être souhaité sans savoir comment le faire, Primakov envisageait la construction d'un système économique et politique de « centre gauche ». Primakov a été victime d'abord de l'incapacité du PC, alors encore puissant, de comprendre et soutenir l'initiative. Mais il a été également la victime de l'hostilité internationale, en premier lieu des Etats-Unis mais hélas également de l'Europe qui ne s'est pas départie de sa vision d'une « latino américanisation » de l'ex URSS (et de même de l'Europe de l'Est en voie d'intégration dans l'Union Européenne).

Le résultat de cet échec a facilité le succès premier de l'offensive des Etats-Unis, au Moyen Orient, en Asie centrale et à l'échelle mondiale, et renforcé la soumission du régime de Poutine à ses exigences immédiates. De ce fait nous sommes parvenus, pour la Russie comme pour l'ensemble du monde, à la croisée des chemins : ou bien le projet américain sera mis en déroute (et cela est devenu la condition incontournable de la construction d'une alternative, à toutes les échelles du national au mondial), ou bien celui-ci poursuivra (pour un temps) son déploiement (avec Bush ou Kerry), annihilant les potentiels de transformation en direction de la démocratisation et du progrès social de toutes les sociétés.

Dans ce combat la responsabilité des peuples est toujours première, en Russie comme ailleurs. Le renforcement des luttes sociales et des revendications démocratiques, la dissipation des illusions et l'amorce de la reconstruction de gauches nouvelles, ouvertes, capables de convaincre les classes populaires que le PC et les Syndicats tentent de continuer à traiter en « clientèles » au service de leurs calculs politiques à court terme, constituent des signes positifs d'un redressement russe possible.

La responsabilité de l'Europe n'est pas moindre. L'Europe doit tendre la main à la Russie. Elle doit renoncer à sa vision qui reste encore celle d'un partenaire de l'impérialisme collectif de la triade, contraint alors de s'inscrire dans les plans de l'hégémonisme des Etats-Unis. Il lui faut pour cela sortir des « sables mouvants » dans lesquels elle s'est enlisée, comme je l'ai écrit ailleurs.

Poutine a peut-être maintenant compris que l'objectif des Etats-Unis et de l'Europe alignée est de détruire la Russie et non de l'aider à se rénovier. Mais le système sur lequel il fonde son pouvoir ne lui permet pas de résister avec efficacité aux assauts destructeurs de la triade impérialiste. Car pour y faire face il lui faudrait sacrifier son soutien à l'oligarchie qui exploite et opprime le peuple russe. A défaut celui-ci laissera faire.

Les exemples de la Géorgie et de l'Ukraine illustrent le drame. Par le soutien que le pouvoir russe apportait à ceux des autocrates locaux qu'il considérait comme « ses amis », Moscou a transformé en héros des individus qui ne sont que de vulgaires agents de l'étranger !

Depuis trente ans les Etats-Unis et l'Europe bénéficient du mépris dans lequel les pouvoirs hérités du soviétisme tiennent la démocratie et, de ce fait, jouent sur du velours. C'est ainsi que Walesa, l'ami de Washington et du Pape, s'est fait passer pour le dirigeant d'un mouvement de « rénovation de la classe ouvrière » (c'est ainsi que Solidarnosc a été présenté) alors que son projet véritable était de détruire la capacité de celle-ci de résister aux assauts du capitalisme (parvenu au pouvoir Solidarnosc n'a pas donné les usines aux travailleurs mais les a fermées ou données au capital étranger !). Les aspirations démocratiques légitimes des peuples de l'Est sont ainsi manipulées et dévoyées avec d'autant plus de facilité que les gauches majoritaires de l'Europe se font complices du projet de l'impérialisme dominant. Ce faisant elles n'aident pas à la reconstruction nécessaire d'une gauche post soviétique, mais tout au contraire, contribuent à perpétuer la confusion.

La géométrie de la géopolitique des figures d'alliances possibles entre les Etats-Unis, l'Europe et la Russie pèsera lourd dans la détermination de la mondialisation de l'avenir. Deux figures sont ici possibles : celle commandée par un partenariat euro russe éventuel privilégié et celle illustrée par la consolidation de « l'alliance russo-américaine » dont la base est constituée par le choix de la Russie de devenir un exportateur pétrolier majeur à destination des Etats-Unis. La « lutte commune contre le terrorisme » est venue, après le 11 Septembre 2001, consolider en apparence cette alliance.

Les faits démontrent amplement qu'il s'agit là d'un partenariat parfaitement dissymétrique qui n'est rien d'autre que la mise en œuvre du plan de Washington de destruction de la Russie. Loin de fournir à la Russie les moyens de moderniser son système productif, ce partenariat est étroitement associé aux intérêts de l'oligarchie russe et à sa soumission au projet de transformation de la Russie en fournisseur exclusif de matières premières. Il a d'ailleurs facilité la pénétration des Etats-Unis au Caucase et en Asie centrale, dont Moscou est en voie

d'être évincée. Cette figure ne peut donc constituer un élément de la construction d'une mondialisation alternative.

L'autre figure peut l'être. Un partenariat euro russe pourrait être conçu dans une perspective fort différente s'il ne se limitait pas à favoriser l'exportation de pétrole russe vers l'Europe mais était accompagné du soutien actif de l'Europe à la modernisation de l'ensemble du système productif russe. L'Europe aurait pu en prendre l'initiative dès 1990, et proposer un partenariat capable de renforcer l'autonomie des deux partenaires vis-à-vis des Etats-Unis. L'Europe, timorée comme d'habitude, ne l'a pas fait, craignant de heurter Washington, ouvrant la voie à l'offensive des Etats-Unis en direction de Moscou. Le pétrole russe est donc destiné en priorité à satisfaire les besoins américains et est vendu en dollars. Un partenariat qui aurait prévu sa vente en priorité à l'Europe et en Euro aurait considérablement allégé la dépendance des Européens à l'égard de fournisseurs largement contrôlés par Washington, qu'il s'agisse du Moyen Orient, de la Caspienne ou du Golfe de Guinée. L'Europe a donc accepté ce partage fort inégal des dépouilles du monde ex soviétique : aux Etats-Unis la Russie et l'Asie centrale, aux Européens la Pologne et les Etats baltes !

Il n'est pas trop tard pour penser pouvoir renverser les alliances de la Russie. L'opposition au monopole du pouvoir de l'oligarchie se renforce en Russie. Les revers diplomatiques tant de la Russie que de l'Europe face à l'offensive de Washington devraient finir par faire réfléchir. Un rapprochement des grands partenaires de l'Eurasie – Europe, Russie, Chine, Inde – entraînant le reste du vieux monde (l'Afrique en particulier) est nécessaire, possible, et mettrait un terme définitif au projet de Washington d'étendre la doctrine Monroe à la planète entière. Il faut agir dans ce sens avec patience sans doute, mais surtout avec détermination.